

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° AP-2024-47-DREAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

—
Société SMOBY TOYS SAS
SIRET : 50323342100067
—

Commune de Moirans-en-Montagne

LE PRÉFET DU JURA
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 511-1, L. 512-7, L. 514-5, R. 171-1, R. 511-9 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 (entrepôts couverts) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1184 du 3 août 2005 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé RD/MV/2024/C_088, établi à la suite de l'inspection des installations effectuées le 23 mai 2024 et transmis à l'exploitant par courrier du 22 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées sur ce projet d'arrêté transmis par lettre recommandée avec accusé de réception et avisée le 24 juillet 2024 ;

Considérant que l'article 4.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2005 susvisé prévoit l'isolement avec les milieux dans les conditions suivantes : « Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne » ;

Considérant que l'article 7.5.8. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2005 susvisé prévoit la réalisation d'un bassin de confinement des eaux incendies dans les conditions suivantes :

« L'obturation pilotable sur place et à distance des évacuations des parkings doit permettre la réalisation d'un volume de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment en cas d'incendie, d'un volume de 255 m³. Les organes de commandes nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance » ;

Considérant que, lors des inspections des installations en date du 8 décembre 2009 et du 15 mars 2016, il avait été constaté que le bassin de confinement n'était pas réalisé ;

Considérant que l'inspection des installations en date du 23 mai 2024 a permis de constater que :

- que le bassin de confinement n'était toujours pas réalisé ;
- qu'il n'y a pas de système d'isolement des réseaux d'assainissement avec le milieu ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-6 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SMOBY TOYS pour son site exploité sur le territoire de la commune de Moirans-en-Montagne de respecter les prescriptions afférentes ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

ARRÊTE

Article 1 - Mise en demeure de respecter des prescriptions

La société SMOBY TOYS SAS, dont le siège social est situé 31 Cours de Verdun à Oyonnax (01102), est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite au 10 rue Charles Favres à Moirans-en-Montagne (39260), de respecter dans **un délai de 6 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions prévues aux articles 4.2.5 et 7.5.8. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 août 2005 susvisé.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Mesures de publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Jura pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société SMOBY TOYS SAS.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Besançon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5– Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Jura, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté et le maire de la commune de Moirans-en-Montagne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

À Lons-le-Saunier, le **29 AOUT 2024**


Le préfet
Serge CASTEL

505 006 25

